



Suspension du jour de carence : une avancée pour l'UNSA FP qui demande à aller plus loin.

La suspension du jour de carence pour les salariés et les agents publics en cas de Covid-19 est une avancée positive. C'est une réponse à la revendication portée par l'UNSA depuis la fin du premier état d'urgence sanitaire.

Le décret étudié au Conseil Commun de la Fonction Publique du 7 janvier 2021, permettra de mieux protéger les agents malades de la Covid-19, leurs collègues et les usagers. C'est une mesure attendue, de bon sens et de santé publique.

Cependant, l'UNSA Fonction Publique constate que ce décret ne prévoit cette suspension que jusqu'au 31 mars 2021. Cette date, malheureusement, ne coïncidera pas avec la fin de l'épidémie.

L'UNSA Fonction publique a donc émis deux vœux pendant le CCFP.

Dans le premier, l'UNSA Fonction Publique demande, au gouvernement et à sa majorité, de voter une loi permettant la suspension du jour de carence jusqu'à la fin de l'épidémie ou a minima, jusqu'à la fin de la campagne de vaccination.

Par ailleurs, l'instauration du jour de carence dans la fonction publique depuis 2017 reste, pour l'UNSA, une mesure idéologique injuste et inefficace. Elle se traduit par une augmentation des congés d'une semaine ou plus. De nombreux agents publics perçoivent de modestes rémunérations et ne peuvent se permettre de perdre une journée de salaire. Ils se rendent sur leur lieu de travail tout en étant affaiblis voir contagieux en repoussant leur recours aux soins.

L'UNSA fonction publique insiste pour que le gouvernement revienne sur ce dispositif et abroge définitivement le jour de carence afin de garantir la protection de la santé des agents et des usagers en toutes circonstances.

Le 7 janvier 2021

Luc Farré

Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique



Contact presse : Angiocom - Alfonso Lopez Herrera 07 50 88 65 22 - alfonsolopezh@angiocom.fr